

# Tout est à nous !

3-8 juin 2019 : semaine de défense des services publics

Mardi 4 - jeudi 6 juin • 9<sup>h</sup> à 17<sup>h</sup>

## Réouverture militante de l'accueil EDF-Barbes

*Et tout au long de la semaine, programme de rencontres autour des services publics et du quartier.*

### La Commune de Paris 1871 et les services publics

**Exposition provisoire**

Vernissage de l'expo, mardi 4 juin • 12<sup>h</sup>

70 bd Barbès  
75018 PARIS

### Polluons dans les bois... Pendant que le loup n'y est pas !



**Spectacle pour enfants**

Brigade d'Agitateurs de la Jeunesse • [www.badj.fr](http://www.badj.fr)

Mercredi 5 juin • 15<sup>h</sup>

### Bèriz (Paris). Le Temps des Campements (Work in progress)

**Projection du film de Nicolas Jaoul**

**et débat sur les luttes d'hier et aujourd'hui**

en présence du réalisateur et de Mogniss Abdallah (auteur),

Nacer El Idrissi (ATMF) et Anzoumane Sissoko (CSP75)

Mercredi 5 juin • 18<sup>h</sup>

**Les invisibles**

**Projection du film de Clarisse Feletin**

**sur les travailleurs du nettoyage**

Jeudi 6 juin, à partir de 15<sup>h</sup>

**Débat sur les services publics**

En présence de représentant.e.s syndicaux dans l'énergie, la santé, l'éducation, la SNCF

Jeudi 6 juin, à partir de 18<sup>h</sup>

**CGT**  
ENERGIE PARIS

Avec : ATTAC Paris Nord Ouest, l'Association des locataires 18e, ZSP18, les GJ Paris Nord, les GJ Paris18e, le Collectif 17•18 pour les libertés et les droits sociaux, l'Union locale CGT 18e, la CGT Bichat, la CNT-SO Ile-de-France, le PCF Paris 18, le NPA Paris 17•18, Ensemble 17•18, le PG Paris 18, le PRCF IDF, l'Association nationale des communistes, EELV Paris 18, Rouges vif IDF

Alors que les politiques libérales font partout la démonstration de leur inefficacité, les gouvernements successifs ont lancé, depuis plusieurs années, une vaste offensive contre tous les services publics. Dans nos quartiers les espaces d'accueils ferment, les moyens diminuent et ce sont les habitant·e·s qui en subissent les conséquences.

## Ça déraile dans le ferroviaire

Après le transport de marchandises, c'est dans le transport de voyageurs que le gouvernement prépare l'ouverture à la concurrence et la privatisation des TGV et des Intercités mais aussi des transports du quotidien (TER, Transilien et RER), avec comme conséquences la fermeture de multiples lignes, l'augmentation des prix des billets, des dysfonctionnements nombreux et, évidemment, des suppressions de postes...

### Et dans nos quartiers, la fermeture des guichets.

4 boutiques sur 16 ont fermé en 2018 sur Paris. Dernièrement, le 1er mars, celle de Belleville a baissé le rideau malgré la mobilisation des riverains.

## La santé : pas pour tout le monde

La santé accessible pour tous c'est une mesure de justice sociale et pourtant le fonctionnement des services publics est affaibli par la baisse constante des budgets, des mesures de privatisation, la recherche de la rentabilité qui, immanquablement, conduisent à la fermeture de services, la restriction de l'offre de soins, l'éloignement des centres de santé.

### Et chez nous, une médecine à deux vitesses.

Le nord de Paris et sa banlieue proche recèlent beaucoup de précarité. S'attaquer aux hôpitaux Bichat et Beaujon c'est éloigner la population du soin et de la prise en charge, c'est une médecine à deux vitesses qui s'affiche sans honte.

## La sécurité sociale : parcours du combattant

Avec le développement des services numériques, partout des effectifs sont supprimés et des accueils physiques fermés : c'est notamment le cas des centres de la CPAM.

En 2004, on comptait à Paris 45 accueils CPAM : il n'en existe plus que 13 aujourd'hui ! Parallèlement, les effectifs nationaux de l'Assurance Maladie sont passés de 103 000 en 2004 à 85 000 en 2017, et 3000 suppressions de postes supplémentaires sont prévues d'ici à 2022. Joindre un conseiller ou rencontrer quelqu'un pour vous aider devint un vrai parcours du combattant !

### Dans notre quartier...

Dernièrement, c'est le centre de La Chapelle situé rue des Fillettes qui a fermé, dans l'un des quartiers parisiens le plus en besoin de service public de proximité.

## Offensive dans l'énergie

Depuis 2004 et la privatisation d'EDF-GDF, les factures d'électricité ont augmenté de plus de 40% et celles du gaz de plus de 70%. Aujourd'hui, 12 000 000 foyers sont en situation de précarité énergétique.

### Et malgré cela, dans nos foyers et nos quartiers...

Le gouvernement prévoit, pour 2022, la disparition du tarif régulé qui nous protège de l'appétit des actionnaires psychopathes, la suppression de l'égalité de traitement entre les usagers ainsi que la fermeture de tous les accueils physiques de proximité comme l'accueil de Barbes déjà fermé. Et le déploiement des compteurs Linky - qui coûte 5 milliards d'euros aux usagers et des centaines d'emplois supprimés - va permettre de surveiller notre consommation, recueillir nos données personnelles, couper l'électricité à distance.

## Tri social de la maternelle à la fac

Parcoursup ; augmentation des frais d'inscription ; réformes du lycée, du bac, de la voie professionnelle et du collège ; loi Blanquer : l'Education nationale est attaquée de toutes parts.

Toutes ces réformes visent à faire des économies sur le dos de nos enfants en mutualisant les moyens, en supprimant des postes et en détériorant les conditions de travail des salarié.e.s, en cassant les statuts et les diplômes, en généralisant la sélection, en systématisant l'inégalité dans l'offre scolaire... Elles poursuivent la destruction du service public d'éducation, accentuent les inégalités sociales et territoriales et instaurent une éducation à plusieurs vitesses : une école du peuple et une école des classes privilégiées.

## La poste sans bureaux

Plus de 7000 bureaux de poste ruraux ont été supprimés dans la décennie précédente, désertifiant encore plus la campagne. Sur décision de l'UE et de la Cour des comptes, la Poste, entreprise à capitaux publics, est sommée de privilégier ses activités rentables comme la banque et de réduire sa masse salariale. Elle doit fermer encore 7000 sites dans les villes.

### Après la province, Paris est atteinte.

Depuis 2015, plus de 40 bureaux y ont été fermés et remplacés par des points de relais-poste chez les commerçants et les supermarchés qui n'assurent pas le même service. Il s'agit d'une privatisation rampante d'un service public que les usagers comme les postiers refusent.

**Agents, habitant·e·s, usager·e·s, ne nous laissons pas déposséder !**